Museveni réprimande ses forces de sécurité pour usage excessif de la force

@rib News, 14/08/2021 Source AFP Le président ougandais Yoweri Museveni a réprimandé publiquement samedi ses forces de sécurité pour avoir été trop violentes, alors que l'opposition affirme que des centaines de ses partisans ont disparu ou ont péri durant une violente répression post-électorale.

Dans une allocution télévisée, M. Museveni a tancé l'armée et la police pour leur brutalité, pour la première fois le début de son nouveau mandat en janvier, après un cycle électoral parmi les plus sanglants de l'histoire récente de l'Ouganda. Le président, qui a été élu pour un sixième mandat malgré de nombreux signalements de fraude, de l'indiscipline et de la paresse des forces de sécurité comme cause des incidents qui ont provoqué la mort de civils. «Aucun Ougandais ne doit pouvoir être tué en dehors d'une guerre ou en cas de condamnation à mort», a déclaré M. Museveni dans une allocution nationale à la télévision d'Etat samedi soir. En novembre dernier, au moins 100 personnes avaient été abattues alors qu'elles protestaient contre l'arrestation du principal opposant politique du président Bobi Wine, ancien rappeur devenu parlementaire. Museveni, qui dirige l'Ouganda depuis qu'il a pris le pouvoir à la tête d'une armée rebelle en 1986, a déclaré qu'un rapport sur la tuerie de novembre était en cours de rédaction et sera rendu public. Il a aussi demandé que les personnes arrêtées ne soient pas détenues pendant de longues périodes sans jugement et ne soient pas torturées en détention. Wine, de son vrai nom Robert Kyagulanyi, est arrivé second à la présidentielle de janvier derrière M. Museveni, mais a jugé l'élection frauduleuse durant laquelle il a été arrêté à plusieurs reprises et ses meetings interrompus par la police. Son parti d'opposition, la Plateforme unitaire nationale (NUP), affirme que des centaines de ses sympathisants ont disparu depuis l'élection, certains étant devenus des morts des semaines plus tard ou portant des marques de torture. En mars, M. Wine avait été arrêté pour avoir mené une manifestation à Kampala pour demander la libération de ses partisans. Le même mois, l'ONG Human Rights Watch a demandé que cessent les enlèvements répétés par des agents de l'Etat d'opposants politiques.

À

(adsbygoogle = window.adsbygoogle || []).push({});